

L'hon. M. Stanfield: Il n'y a rien en Orient qui soit plus impénétrable que le gouvernement actuel et ses politiques. On nous demande de croire et d'accepter que papa Trudeau a toujours raison. Le ministre des Finances a déclaré hier qu'il doit attendre que le dollar se stabilise avant de décider quelles sont les mesures qu'il convient de prendre. Un des arguments invoqué par les partisans du dollar flottant est qu'il ne sera plus nécessaire de surveiller de près le cours du change. Les députés à ma gauche et d'autres qui sont en faveur du dollar flottant prétendent qu'il permet d'appliquer des politiques qui répondent à nos besoins intérieurs. Je vois le ministre des Postes (M. Kierans) hocher la tête. Je ne sais pas si c'est à cause de ce que je dis ou à cause de quelque nouveau désastre aux Postes.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Mes amis du parti néo-démocrate devront expliquer pourquoi ils ont proposé une politique qui fera du tort à de vastes secteurs du pays en ce moment. Je suis certain qu'ils proposeront des mesures importantes, mais dans les circonstances on imagine difficilement quelles mesures compenseraient les évidents mauvais effets dont souffriront de nombreuses industries d'exportation. Ils ont le devoir de s'expliquer.

Le ministre et le gouvernement ont l'obligation claire et précise de dire aux intéressés ce que seront leurs politiques. Le gouvernement a-t-il l'intention d'encourager l'expansion de l'économie canadienne à l'heure actuelle? Je dis sans détours que cela devrait être son objectif. Je répète depuis quelque temps que l'étendue du chômage au Canada est indéniablement injustifiée.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Il est évident que la politique monétaire devrait être assouplie. Le gouvernement devrait amorcer une politique d'expansion sensée. Elle sera probablement tout aussi avantageuse dans la lutte contre l'inflation que les politiques de restriction qu'a suivies le gouvernement. Elle le sera dans des secteurs comme le logement. J'estime que les conceptions du gouvernement en matière d'économie sont périmées.

Un remaniement de la politique économique du gouvernement était nécessaire. Il est maintenant plus urgent. Il faudrait encourager nos exportateurs, défavorablement affectés, ainsi que nos agriculteurs, nos pêcheurs et nos exploitants forestiers. Ils ont besoin

[L'hon. M. Stanfield.]

d'aide. L'état de choses actuel entraîne des conséquences démesurées: découragement et confusion et le silence d'un gouvernement qui ne peut pas ou ne veut pas indiquer dans quel sens il compte encourager le pays à s'engager. Que je sache, c'est le premier gouvernement dans toute l'histoire canadienne qui ait délibérément créé du chômage par sa politique. Il adopte maintenant une autre mesure qui ne fera qu'empirer une situation déjà critique.

Le ministre des Finances a dit à maintes reprises qu'il ne veut pas encourager la spéculation. La seule chose qu'on peut faire au sujet de la politique du gouvernement est de spéculer sur ce qu'elle sera une fois que le gouvernement l'aura trouvée.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: On dit que c'est un gouvernement de technocrates qui planifient jusque dans les moindres détails. Je me souviens que le ministre actuel des Finances nous avait assurés au début de 1968 que le budget serait équilibré pour l'année 1968-1969. Le ministre lui-même l'avait promis. Il a soumis un certificat d'enregistrement à la SEC en lui faisant la même promesse. En fin de compte, le successeur du ministre au Conseil du Trésor a dû admettre après deux ou trois mois que le déficit s'établirait à quelque 500 millions de dollars. Un homme ordinaire serait allé en prison pour avoir signé un tel certificat!

Des voix: Bravo!

• (8.20 p.m.)

L'hon. M. Stanfield: Ce gouvernement fait tout en planifiant avec intelligence. Voyons ce que sont les plans. Le gouvernement doit de toute nécessité encourager l'expansion de notre économie domestique. Je ne crois pas qu'il ait de projets. Le gouvernement s'y est mal pris et il en résultera de graves conséquences. Je l'exhortais avant que cela se produise d'adopter de sages politiques économiques pour ce pays et de cesser d'augmenter délibérément le chômage.

Comme il a pris la mesure annoncée par le ministre des Finances je demanderais au gouvernement de préciser ses projets. Encouragera-t-il par sa politique l'expansion de l'industrie domestique? Cette nécessité s'impose en raison des conséquences désastreuses des politiques que les vis-à-vis semblent avoir sur les industries d'exportation de ce pays, des industries primaires en particulier. Que les deux ministres particulièrement intéressés